

Burundi : deux chefs de l'opposition rentrent d'exil

Source AFP Deux chefs de l'opposition burundaise qui s'étaient exilés après la contestation des élections de 2010 et les violences qui avaient suivi sont rentrés au Burundi samedi pour participer à un dialogue politique avec le pouvoir, a-t-on constaté sur place. Il s'agit de l'ancien journaliste Alexis Sinduhije, président du parti Mouvement pour la solidarité et pour le développement (MSD), qui avait trouvé refuge en France, et de Pascaline Kampayano, du parti Union pour la paix et le développement (UPD), réfugiée en Belgique jusqu'ici.

Plusieurs centaines de militants aux couleurs orange et bleu du MSD, ont accueilli triomphalement leur leader Sinduhije, malgré le déploiement de dizaines de policiers aux principaux carrefours menant à l'aéroport international de Bujumbura. « Le Burundi traverse la période la plus difficile de son histoire, (...), nous rentrons d'exil aujourd'hui pour participer à la recherche de solutions », a déclaré à la presse M. Sinduhije. « Je sais que ça va être difficile, mais j'appelle le gouvernement à comprendre que nous ne sommes pas l'ennemi », a poursuivi l'opposant burundais. « Nous sommes prêts à travailler ensemble ». Les deux leaders d'opposition rentrent pour participer au premier dialogue politique entre pouvoir et opposition qui s'ouvre lundi à Bujumbura, sous les auspices des Nations Unies, selon un communiqué du Bureau de l'ONU au Burundi (BNUB). Cet atelier va permettre de tirer les enseignements des élections de 2010 et d'établir une feuille de route en vue d'élections libres, transparentes, démocratiques en 2015, selon ce communiqué. Le gouvernement burundais s'est engagé à assurer la sécurité de tous les acteurs politiques, notamment ceux qui rentrent d'exil, le cas échéant, en collaboration avec les autorités, précise ce texte. Agathon Rwasa, le leader des ex-rebelles Forces nationales de libération (FNL), la deuxième force politique de ce pays, qui a repris la clandestinité en 2010, a tout de même décliné l'invitation, affirmant ne pas faire confiance au gouvernement pour assurer sa sécurité. Il sera représenté par son porte-parole, Aimé Magera, a indiqué un responsable onusien sous couvert d'anonymat. Mais ça reste une réunion historique car ça sera la première fois depuis l'accord de paix d'Arusha en 2000 que tous les acteurs politiques burundais se retrouvent pour discuter de leur pays et son avenir, a estimé un deuxième diplomate européen, sous couvert d'anonymat. Les élections générales de 2010, remportées par le président Pierre Nkurunziza et son parti, le CNDD-FDD, ex-principale rébellion hutue du Burundi, avaient été boycottées par les principaux partis d'oppositions burundais. Les violences qui avaient suivi ce boycott avait fait craindre à de nombreux observateurs une reprise des hostilités à plus grande échelle dans le pays, marquée par une longue guerre civile qui a fait plus de 300.000 morts entre 1993 et 2006.